Figures et métamorphoses de la société civile organisée : expertise(s), médiation(s) et pouvoirs (France et Europe occidentale de la fin du XIXème siècle au XXIème siècle).

Acronyme : **SCOR**

Porteur(s) : Christine BOUNEAU et Robert LAFORE

Inscription thématique prioritaire dans **Normes** (pouvoirs, institutions, comportements sociaux, représentations).

Présentation générale : problématique et enjeux

Le terme de société civile organisée (SCO) est aujourd'hui largement utilisé en SHS en tant que concept polysémique, dont l'utilisation fréquente assez récente masque une réalité beaucoup plus ancienne. Cette dénomination aux contours encore flous est génétiquement liée aux corps intermédiaires[1] ou aux « institutions de l'interaction » (Pierre Rosanvallon)[2], qui eux-mêmes constituent une nébuleuse, proche de la société civile. La société civile organisée (SCO) se distingue de cette dernière par sa dimension organisationnelle, qui fait système par sa recherche de cohérence générale et donc de cohésion, voire d'unicité ; elle correspond ainsi à la mise en forme ou institutionnalisation de la société.

La SCO, telle que nous la posons dans ce projet, relève par principe d'un champ délimité. En effet si l'on adopte la définition donnée par le Comité économique et social européen (CESE), elle est « l'ensemble de toutes les structures organisationnelles dont les membres servent l'intérêt général, par le biais d'un processus démocratique basé sur le discours et le consensus, et jouent également le rôle de médiateurs entre les pouvoirs publics et les citoyens », alors que, selon la même source, la société civile correspond à « un concept global désignant toutes les formes d'action sociale d'individus ou de groupes qui n'émanent pas de l'Etat et qui ne sont pas dirigées par lui »[3]. C'est donc **l'organisation** qui fait la différence, puisque la SCO est formée des acteurs organisés de la société civile (*stakeholders*) et c'est en ce sens qu'elle serait l'héritière des corps intermédiaires. Nous considérons en effet le concept de « médiation(s) », contenu dans le sous-titre, dans sa dimension et son sens sociopolitiques d'intermédiaire (intermédiation) et non seulement de communication (au sens des sciences de l'information et de la communication).

Les acteurs de la SCO correspondent aux **intérêts organisés**, c'est-à-dire les **partenaires sociaux**, les organisations représentatives des **milieux socioéconomiques**, **les ONG** (par exemple les organisations de protection de l'environnement, les organisations de défense des droits de l'homme ou les associations de consommateurs), et **les organisations dites de base** (en particulier les partis politiques, les mouvements de jeunesse et les organisations de participation des citoyens à la vie locale). En d'autres termes, comme le souligne Yves Mény, elle combinerait trois catégories fonctionnelles de *stakeholders* : les **organisations politico-sociales** (partis politiques, syndicats…), **les**

[1] Voir le workshop « Les corps intermédiaires : concept(s), généalogie, échelles » organisé par Christine Bouneau, 4 avril 2014, Bordeaux, CEMMC, à paraître dans un n° spécial de *Histoire, Economie et Société*.

[2] Voir les travaux de Pierre Rosanvallon, en particulier *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours,* Seuil, 2004.

[3] Comité économique et social, « Le rôle et la contribution de la société civile organisée dans la construction européenne », Avis du Comité économique et social européen, Bruxelles, 22 septembre 1999.

organisations professionnelles sectorielles (chambres de commerce, chambres d'agriculture, différents ordres…) et **les associations**[4].

Pour ne pas construire un projet protéiforme, nous laissons de côté comme champ d'analyse les organisations et congrégations religieuses, l'Europe de l'Ouest étant en effet un des espaces les plus laïcisés au monde : nous revendiquons clairement dans le positionnement de notre projet l'exclusion du religieux comme champ spécifique et comme entrée principale, mais la dimension religieuse de nos approches spécifiques, portant sur les organisations sélectionnées, sera bien entendu considérée. De même nous n'étudierons pas les sociétés occultes (franc-maçonnerie, mafia etc.), puisque dans notre perspective la SCO réunit les corps qui revendiquent leur visibilité et donc mettent en exergue les gages de leur légitimité et de leur organisation. A ce stade de la réflexion ce spectre encore large, volontairement assumé, amènera à choisir dans les terrains de recherche les structures les plus pertinentes pour combiner études diachroniques et approches synchroniques.

Comme hypothèse centrale la société civile organisée constituerait un 3ème secteur organisé, coulissant entre d'une part l'Etat et les individus/citoyens et d'autre part entre l'Etat et le marché. La problématique de la tension entre autonomie et hétéronomie renvoie directement à ces frottements entre la SCO, l'Etat et le marché : il s'agit d'un espace de médiation où, dans la société démocratique, s'articulent les individus et le collectif, les aspirations individuelles et les normes sociales, la dimension subjective de l'existence et le cadre objectif constituant la « société », cela non pas selon une inter-adaptation réciproque de chacun des deux niveaux qui seraient indépendants, mais dans une construction dialectique, interdépendante et permanente du « sujet autonome » et de « l'ensemble sociétal ».

Ce n'est pas faire œuvre opportuniste que de construire un projet de recherche pensant les formes d'institutionnalisation de la société civile en direction de la sphère politique ainsi qu'en sens inverse les moyens de maîtrise sur la société civile que ces mêmes formes offrent à la sphère politique. L'enjeu nourrit tous les agendas, compte tenu des bouleversements contemporains qui nous laissent désarmés face au questionnement crucial : comment la société peut-elle se penser, se construire et s'organiser démocratiquement, en se nourrissant en particulier des expériences du passé ?

En effet dans les sociétés d'Europe occidentale, en premier lieu la France, le modèle de l'Etat démocratique, complété partiellement et progressivement par celui du *Welfare*, a pu stabiliser tardivement, après le second conflit mondial, des équilibres sociopolitiques construits autour du progrès social et de la modernisation technoscientifique. Nous vivons aujourd'hui une phase de déconstruction de ces modèles avec une crise des bureaucraties publiques et parapubliques, dans lesquelles nombre d'institutions de la SCO ont été peu ou prou intégrées, doublée d'une autonomisation forte du marché qui semble prétendre à l'hégémonie. Il est donc salutaire de s'interroger sur la place qu'a tenu la société civile organisée dans ce mouvement de stabilisation et de mesurer comment elle peut jouer un rôle de «médiation-stabilisation » pour affronter à nouveaux frais les défis actuels. Cette approche justifie le choix de prendre en compte les structures de la SCO qui organisent l'espace entre les « individus-sujets-citoyens » et la sphère publique, en instituant une logique « conflit-coopération » nécessaire dans des sociétés ouvertes et pluralistes.

* Notre projet vise à articuler la diachronie/synchronie clairement affichée dans le titre avec les ***Figures et Métamorphoses***. En effet il ne saurait adhérer à une simple vision descriptive et organiciste, quasiment téléologique, de la SCO. Il doit en effet rendre compte des tensions, des dynamiques et des bifurcations, permettant d'appréhender la structuration et l'évolution de la société civile organisée depuis la fin du XIXème siècle (constitution d'un « Etat-réseau » en France et

[4] Y. Mény et O. Duhamel dirs, *Dictionnaire constitutionnel*, PUF, 1991

affirmation en Europe occidentale d'un espace public qui s'organise autour des médias, du syndicalisme, des associations...)

* La trilogie du sous-titre, ***« Expertise(s), Médiation(s), Pouvoirs »***, renvoie à un processus logique par la dynamique de la formation, de l'action et de l'interaction des corps intermédiaires ou formes reconnues de la société civile organisée. *L'expertise* fournit le socle de la *médiation* qui elle-même, bien au-delà du 4ème pouvoir, diffuse et tend à légitimer l'exercice des *pouvoirs* dans l'ensemble des parties prenantes et des espaces de la société contemporaine. Cette trilogie expertise(s)-médiation(s)-pouvoirs tendrait par sa fertilisation croisée à une logique de normalisation de la SCO, contrariée cependant par des jeux complexes d'acteurs, souvent multiscalaires. Notre projet s'inscrit ainsi principalement dans la thématique « Normes (pouvoirs, institutions, comportements sociaux, représentations) » proposée comme un des axes scientifiques structurants de la MSHA.

La société civile organisée offre non seulement un espace public multiscalaire[5], y compris transnational, et un espace de contre-pouvoirs mais aussi une forme de régulation par rapport à la complexité des deux autres secteurs, Etat et marché. Elle permet de faire jouer le processus de normalisation comme un palimpseste : on peut ainsi le vérifier dans les différentes arènes démocratiques, de même que *stricto sensu* pour l'action des organismes chargés de la normalisation technique nationale et internationale.

* Notre projet logiquement se focalisera sur la **France**, mais considérée d'emblée dans son environnement européen. En effet, outre l'origine des équipes de recherche, la construction et la réflexion sur la SCO, comme l'a montré à plusieurs reprises P. Rosanvallon, se sont cristallisées dans le **modèle républicain** élaboré dans l'Hexagone au tournant des XIXe et XXe siècles : législations de 1881 (liberté de la presse), 1884 (liberté syndicale), 1898 (Chambres de commerce, mutuelles), 1901 (liberté d'association), 1905 (séparation des Eglises et de l'Etat). Mais face au tropisme français l'aire européenne est un corollaire heuristique indispensable pour l'étude pluridisciplinaire de la SCO. Nous entendons ici nous limiter à **l'Europe occidentale**, d'une part parce qu'elle est le berceau de l'élaboration de la démocratie représentative et de ses métamorphoses et d'autre part parce qu'elle constitue la matrice de l'Union européenne, qui au-delà de ses pères fondateurs, a posé l'acte de naissance de la SCO. En outre considérer l'ensemble du continent européen, sans compter l'ambition démesurée de l'entreprise, nous orienterait vers des logiques différentes, liées aux trajectoires historiques spécifiques de l'Europe centrale et orientale.

Notre perspective considère l'articulation France/Europe occidentale dans **une triple dimension**, en particulier comparative, en s'attachant à la fois :

-**Aux trajectoires nationales** spécifiques de structuration de la SCO, avec leurs décalages, leurs tensions et leurs bifurcations : ces trajectoires nationales seront choisies et étudiées précisément à partir de l'expérience française, en se livrant à des analyses d'objets comparables sur le mode similitudes/différences. On se propose par exemple de comparer les mobilisations de la société civile organisée, et plus précisément des acteurs du tiers secteur ou de l'économie sociale et solidaire, dans deux territoires européens soumis à une problématique identitaire spécifique, le Pays basque et l'Irlande en s'appuyant sur les travaux de Xabier Içaina et avec la participation de Cathal McCall (Queen's University, Belfast) et de Jean-Baptiste Harguindéguy (Universidad Pablo Olavide, Sevilla). Ces deux territoires partagent des dynamiques fortes de la société civile, qu'elles soient orientées vers des objectifs de transformation sociale, de développement durable et/ou de transformation des conflits. Les interactions de ces dynamiques avec les politiques publiques se font selon des modalités

[5] J. HABERMAS, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1986 [1962]

différentes : si l'Union européenne s'est engagée fortement dans la résolution du conflit nord-irlandais via le soutien aux initiatives du tiers secteur (Peace programmes), un tel engagement n'est pas présent au Pays basque, où ce sont des politiques publiques sectorielles et/ou territoriales qui interagissent avec le tiers secteur en matière culturelle, sociale ou économique. Une même démarche pourra être envisagée avec une étude comparative sur la structuration du syndicalisme plus particulièrement en France et en Grande-Bretagne, par exemple sur les grèves des dockers et les sabotages (Stéphanie Benson, Jean-Paul Revauger, Marc Lenormand, Dominique Pinsolle). Une approche littéraire permettra d'adopter le point de vue de la lutte syndicale dans la fiction européenne. Pour l'Allemagne, toujours dans le cadre de notre démarche comparative et à partir des travaux de Nicolas Patin, une attention spécifique sera accordée à la « société mobilisée » de la République de Weimar en essayant d'évaluer les formes et le niveau de participation dans des associations/organisations, qui était considérable à l'époque, y compris en terme de polyengagement.

-**A l'affirmation d'une arène européenne** de la SCO, dès la fin du 2nd après-guerre mais surtout avec la prolifération des organisations et l'extension du champ de compétences européennes à partir des années 1990. En effet la genèse de la société civile européenne est une phase d'effervescence décisive centrée sur les années 1950 comme l'étudiera en particulier Christine Bouneau avec les mouvements pro-européens, avec une attention plus particulière portée au Mouvement Européen dont les archives sont en grande partie conservées aux Archives historiques de l'Institut Européen de Florence. A partir de l'étude de la structuration interne de ce Mouvement, de ses activités et de ses lieux de rassemblement, comment se met en place une société civile organisée en faveur de la construction européenne, servant d'intermédiaire avec le monde politico-économique ? Comment celle-ci joue-t-elle, par différents types de mobilisations un rôle de contre-pouvoir, en particulier par la dimension normative qu'elle tisse ? Quels en sont les acteurs, les réseaux, les lieux de convergence dans cette arène européenne ?

Dans le prolongement des travaux de GENERATIO (« La construction des jeunes générations en Europe (XIXe-XXIe siècles). Formes d'organisation et mobilités »), l'attention portée en particulier aux jeunes, permet de voir comment le Mouvement européen rassemblant à la fois des mouvements de jeunesses politiques (Union fédéraliste inter-universitaire, Jeunesses européennes fédéralistes, World Federation of Liberal and Radical Youth, International Union of Socialist Youth, etc.) et des mouvements de jeunesse apolitiques (Conférence Olivaint, Council for Education in world citizenship, Bund Europaeischer Jugend, Centre européen des écoles de commerce, etc.) dans des activités communes, structurées notamment dans le cadre de la CEJ (Campagne Européenne de la Jeunesse), contribuent à l'institutionnalisation de la SCO et à la construction démocratique de l'Europe.

L'équipe italienne d'Antonio Varsori, à la fois dans le cadre du département d'études européennes de l'Université de Padoue et des relations tissées officiellement avec l'Institut européen de Florence, très précisément ses archives, s'attachera à la complexité des enjeux de la société civile européenne. Est-elle la simple résultante des sociétés civiles nationales, quels sont les débats sur sa représentativité et sa légitimité, quelle est l'action réelle du Conseil Economique et Social Européen (CESE) ?

Depuis trois décennies le droit européen s'est emparé du concept de la société civile pour l'intégrer dans ses dispositifs règlementaires, y compris dans l'élaboration de normes qui établissent un champ international intermédiaire. Dans cette perspective la dimension de l'expertise européenne (statut des experts, controverses, soupçons sur les conflits d'intérêts) est essentielle et sera prise en compte par l'équipe de Pascal Griset (Mélanie Dulong de Rosnay, Jean Foyer) à l'ISCC (débats sur le nucléaire, sécurité alimentaire, campagnes médicales).

-Enfin **à l'aune de la mondialisation**, mais dans des logiques d'internationalisation bien antérieures à l'affirmation d'une arène européenne : cette troisième dimension comparative s'attache bien au jeu et aux enjeux internationaux, non spécifiquement européens, de la SCO. Le paradigme

récent de la SCO mondiale ou mondialisée s'appuie en effet en Europe occidentale sur l'action diversifiée d'organisations internationales nées à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle. Le regard de la philosophie politique (Céline Spector et Louis Lourme) sera une focale primordiale, en interrogeant la formation, l'action et les contradictions des constellations post-nationales. La société civile qui se pense globale, c'est-à-dire transnationale, offre-t-elle une solution viable aux injustices de représentation (*misrepresentation)* selon la vision de Nancy Fraser ? Peut-elle répondre aux exigences de légitimité démocratique, en analysant dans le cadre de notre projet trois difficultés majeures : le « problème » de la représentativité (ou de l'inclusivité), la prise en compte de l'impact effectif des décisions et la question récurrente des formes du déficit démocratique. Un champ d'application particulier sera consacré aux organisations techniques internationales (Christophe Bouneau) : depuis le début du XXème siècle elles prétendent porter une vision apolitique, organiciste et progressiste d'une société civile mondiale idéalisée car pacifiée par la technique (UIC, CIGRE et UNIPEDE[6]). La question de la paix perpétuelle incarnée par les organisations internationales, en revenant souvent à leur dimension européenne, constitue le visage vertueux de la société civile mondiale, qui recèle pourtant de multiples tensions et conflits d'intérêts.

* **Chronologiquement** en termes de périodisation interne, comme nous venons de le justifier, notre projet mène son enquête sur un long XXème siècle, des années 1880 à nos jours, soit près d'un siècle et demi. Nous laissons de côté le siècle précédent, depuis le XVIIIème siècle, de genèse de la SCO, portée sur les fonds baptismaux de la Révolution française et de la gestion difficile de ses héritages contradictoires, car il a déjà été très largement étudié par Pierre Rosanvallon et ses disciples. Par ailleurs le XIXème siècle étant celui des nationalités et des nationalismes (unités italienne et allemande), l'espace de l'Europe occidentale n'est pas suffisamment stabilisé pour offrir un cadre pertinent de réflexion.

Pour donner une plus grande lisibilité à l'ambition diachronique de l'analyse, mais aussi une meilleure crédibilité, on adoptera une méthode en «miroir » : elle consiste à choisir pour chacun des objets de la SCO analysés, quelques étapes significatives de son évolution (le plus souvent apparition et première institutionnalisation au moment de la formation des Etats-providence à la fin du XIXème siècle, reconfiguration dans la période de « modernisation » après la seconde guerre mondiale, mutations dans la période contemporaine, mais cela peut ne pas concerner tous les objets) pour les mettre en miroir et juger à chaque étape de l'articulation « mobilisation/institutionnalisation/normalisation».

Objets, méthodologie et programmation de recherche :

Ce projet de recherche se propose de lier la prise en compte de trois dimensions distinctes de la SCO avec une méthodologie d'approche de chacune de ces dimensions.

* Seront ainsi conduits **trois chantiers de recherche :**

- **Le mouvement social** : ***de la démocratie sociale à l'économie sociale et solidaire (ESS)***

Dans le dernier tiers du XIXème siècle, l'État sort le mouvement social de sa clandestinité et le dote de statuts pour lui permettre de s'organiser[7]. Mais ce faisant, il opère sa disjonction en faisant correspondre à chaque statut une fonction, les différentes familles poursuivant leur construction selon un effet silo. Depuis, le mouvement social est souvent réduit à l'action syndicale, même si les nouveaux

[6]Conseil International des Grands Réseaux Electrique (1921), Union Internationale des Chemins de Fer (1922), Union internationale des Producteurs et Distributeurs d'Electricité (1925).
[7] Voir *supra* la chronologie de cette législation.

mouvements sociaux l'ont élargi depuis les années 1970 aux revendications « hors travail » et l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations gestionnaires) est aujourd'hui pensée de façon trop distincte.

Nous entendons associer une approche par les mouvements sociaux et une approche institutionnaliste de l'ESS, afin de bien saisir son rôle dans la construction – technique et « discrète », ou politisée - des problèmes publics puis dans la mise en œuvre de politiques publiques y afférant, comme l'y invite la toute récente loi ESS adoptée en France[8], à la suite de la Belgique en 2008, de l'Espagne en 2011 et du Portugal en 2013.

Ce chantier s'attachera à réunifier conceptuellement le mouvement social, en étudiant en particulier le dialogue et les formes d'action, disjointes ou combinées, des organisations revendicatives (dans les domaines du « travail » - syndicats - ou du « hors-travail » - associations protestataires) et des organisations gestionnaires (ESS). De ce point de vue, les entreprises de l'économie sociale et solidaire se définissant avant tout par leur appartenance à des mouvements sociaux, et compte tenu de l'orientation générale de la recherche qui entend privilégier les médiations entre l'Etat et la société civile, les structures de l'ESS telles que les coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations ne seront abordées qu'au travers des organisations qui les fédèrent et les représentent en direction des instances politiques (FNMF, GEMA, Coop fr, CPCA, ASFONDES[9], etc.).

Il s'agira d'observer l'élaboration de la société civile organisée de l'ESS, ainsi que son recours aux pouvoirs publics (Conseils Régionaux, État, Union Européenne, organisations internationales) en vue de créer un troisième secteur économique, entre l'économie administrée et l'économie de marché. La confrontation des modèles nationaux permettra d'éclaircir les spécificités de l'économie sociale française et de mieux saisir, à la fois, les obstacles à la construction d'un secteur européen de l'ESS et l'élaboration, non sans tensions, dans des espaces dialogiques internationaux (RIPESS[10], Rencontres du Mont-Blanc, etc.) de réponses communes pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de la mondialisation (Timothée Duverger).

Ce travail nous conduira à explorer le transfert de la solidarité de la sphère publique à la sphère privée non lucrative sur fond de crise des États-providence (Robert Lafore).

Il conviendra aussi de s'intéresser à la galaxie du mouvement social contribuant de façon souvent significative à l'ESS, la cartographie et l'action des associations caritatives, culturelles, de loisirs, d'éducation populaire et sportive. Dans cette perspective les associations, la brique de base d'une véritable économie de « l'*otium* », ne sont pas exemptes pour autant de dérives financières et ne fournissent pas forcément toutes les garanties démocratiques. Le rapport réalisé en 2013 par la MSHA, sur commande du Conseil général, sur l'économie des associations du département de la Gironde, coordonné par Jean-Pierre Augustin, montre à la fois la richesse créative et les contradictions de cette démocratie de base associative. A cet égard il est envisagé de s'appuyer sur Solidarité Sida et la Fondation de France comme réservoir de réseau/d'expertise à partir de l'expérience militante de Nicolas Patin, historien membre de l'équipe SCOR.

- Les groupes para-politiques et mouvements politiques satellitaires

L'objectif de ce chantier ne saurait être d'étudier les partis politiques en tant que tels. Il se focalisera précisément sur les organisations « satellitaires » à la périphérie du système politique : cercles d'études et de réflexion, ligues, clubs, *think tanks*, fondations et fédérations, comités et agences mais aussi organisations de jeunesses, d'étudiants, de femmes inscrits dans la mouvance des partis politiques, qui conjuguent expertise, médiation et représentations. Les groupes sélectionnés seront

[8] Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 parue au *JO* n°176 du 1er août 2014.

[9] Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF), Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurance (GEMA), Coopdefrance (Coop.fr), Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA), Association des Fondations de l'Economie Sociale (ASFONDES).

[10] Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS).

étudiés au prisme des trois échelles : locale/régionale, nationale et européenne. Comment ces structures et mouvements satellitaires participent-ils à l'institutionnalisation de la société civile? Ces groupes et mouvements, constitutifs de la société civile organisée, par leur fonction d'expertise, contribuent-ils à la production de normes applicables à la fois à l'Etat, au marché et aux individus/citoyens alors même qu'ils en sont les intermédiaires ? Ce sont à la fois les questions de la représentation/représentativité voire de la légitimité de ces groupes, de leur efficacité et de leur médiation qui sont alors posées. *In fine* quels rôles ces formations satellitaires, placées au cœur des dynamiques pouvoirs/contre-pouvoirs et des débats sur l'autonomie non seulement dans la sphère du politique mais aussi au carrefour des 3 secteurs (individus/citoyens-Etat-marché), jouent-elles dans l'organisation démocratique ?

En outre ce chantier pourra bénéficier de la dynamique de recherche et des apports du programme GENERATIO du précédent quinquennal de la MSHA, qui considérait avec la focale essentielle de la jeunesse le champ de la société civile organisée, à la fois dans son approche nationale et européenne, dans sa double dimension de construction militante et de mobilités sociale et géographique.

- **La démocratie technique** : ***de l'expertise professionnelle à la mobilisation citoyenne***

La démocratie technique[11] représente une figure majeure, à la prégnance croissante, du jeu de la société civile organisée sur un long XXème siècle. Traditionnellement elle a été l'arène privilégiée de l'expertise et donc de l'influence des groupes professionnels « qualifiés », en particulier Chambres de commerce et associations d'ingénieurs, mais dans le double mouvement de la construction de la démocratie participative, voire dialogique, et de la montée de l'ère du soupçon et du principe de précaution, les *stakeholders* se sont multipliés. Comme le montre la Commission nationale du débat public, la mobilisation citoyenne, nourrie par le syndrome du *NIMBY*, prend des formes de plus en plus complexes et leur régulation démocratique devient un enjeu stratégique de la SCO, dont la difficulté est accrue par la multiplication des normes qui enserrent la vie quotidienne toujours plus marquée par les objets techniques. Il s'agira de se concentrer sur les débats suscités par l'aménagement des grands réseaux techniques (transport et énergie) en étudiant les formes de délibération (commissions) et les bifurcations du positionnement des parties prenantes ou « groupes impliqués » dans la circulation expertise(s), médiation(s) pouvoirs . L'échelle européenne doit être également convoquée, tant pour l'extension de l'espace de mobilisation que pour la construction d'un nouveau cadre juridique et les tensions de sa transposition en droit national

Ce chantier pourra bénéficier notamment de la dynamique de recherche et des apports du programme ANR RESENDEM (« Les grands réseaux techniques en démocratie. Innovation, usages et groupes impliqués dans la longue durée») qui s'est focalisé sur le prisme des grands réseaux techniques pour analyser l'action de *stakeholders* de plus en plus nombreux dans la recherche d'une démocratie technique qui soit véritablement participative. Dans ce cadre une base de données sur les grandes commissions nationales et parlementaires a pu être construite et pourra être mise à profit par les questionnements du projet SCOR[12].

Ces trois chantiers transversaux reprennent l'articulation France/Europe dans sa triple dimension posée *supra*. Ils sont par nature interdisciplinaires et largement interdépendants : le comité de pilotage veillera à leur dialogue dans la réalisation des opérations de recherche et des livrables.

---

[11] Voir M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 2001.

[12] Voir le site www.msha/resendem. La base de données a été réalisée par Christine Bouneau et Bruno Marnot avec l'aide technique de Louis Bernadotte et Bruno Biguey de la MSHA.

***Sur le plan méthodologique** et pour déterminer les objets concrets sur lesquels porteront les investigations, chacun des « chantiers » de recherche sera abordé en croisant trois séries d'éléments :

- Il s'agira en premier lieu de repérer **les moments clés de l'institutionnalisation de la SCO**, avec par hypothèse et *a minima* une phase de structuration initiale au moment de l'établissement de l'Etat social dans les dernières décennies du XIXème siècle ou au tout début du XXème, une phase de consolidation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec l' épanouissement des Etats-providence et une phase actuelle de « crise » et/ou de refondation correspondant à la période contemporaine.

- Il conviendra aussi, pour chacune des périodes considérées comme significative de distinguer **trois « moments » pour chacun des objets considérés** :
a/ **le moment de la « mobilisation »** qui vise à faire reconnaître une « cause », des «activités » ou des « actions » par des promoteurs initialement plus ou moins isolés,
b**/ le moment de la « structuration »** où le mouvement tente de s'établir dans des normes et des statuts comme un ensemble organique relativement stable,
c/ et enfin **le moment de la « normalisation»** où le dispositif, tendant à sa banalisation, affronte l'épreuve de la durée, ainsi que les mutations de son environnement avec les impacts que cela génère sur son fonctionnement.

- Il faudra enfin, les cas français constituant le pivot de l'analyse, appréhender pour chacun des moments considérés, la situation de certains autres pays européens selon **une logique de « mise en miroir »** qui entend mieux apprécier la situation nationale en la confrontant aux expériences étrangères sous les rapports de la concomitance ou non, de la similitude ou de la divergence.

Ce modèle d'analyse se situe clairement dans le cadre des théories néo-institutionnalistes d'analyse du politique, notamment celles de l'institutionnalisme historique, qui entend mettre à jour, par l'approche historique et la comparaison, les processus d'institutionnalisation et les logiques de construction et de pérennisation des ordres institutionnels ; il s'agit donc, à mi-chemin entre les grandes théories abstraites (structuro-fonctionnalisme, fonctionnalisme, choix rationnel, etc…) et l'analyse casuistique, de produire des éclairages « à moyenne portée » (« middle-range Théories ») issues d'une possible montée en généralité du fait de la perspective diachronique et comparative.

***** Le programme quinquennal se déploiera en **deux phases :**

1/ **Carte géodésique[13] de la SCO**

Durant les deux premières années, en fonction de nos champs de recherches respectifs et de nos équipes, nous réaliserons des études de cas sur des terrains soigneusement sélectionnés en veillant à la complémentarité entre les SHS mobilisées par le projet (sciences politiques, droit, histoire, philosophie, sociologie, études littéraires et civilisationnistes…).

Cette entreprise de géodésie de la SCO combinera un travail sur les sources archivistiques et imprimées (fonds des Historical Archives of the European Union (HAEU), de la Fondation Jean Jaurès et l'Office Universitaire de Recherche Socialiste, Association pour le développement de la documentation en économie sociale (ADDES), des Chambres de Commerce…), à un programme d'entretiens et d'études biographiques, et à une analyse des discours et des représentations, en interrogeant ici un panel d'œuvres fictionnelles européennes (*Sainte Jeanne des abattoirs* de Brecht

[13] Soulignons que la géodésie désigne l'identification de la topographie.

pour le théâtre, *GB84* pour le roman britannique ou *We Want Sex Equality* pour le cinéma britannique ou encore *Billy Elliot*, *Brassed Off*, etc.). Ces matériaux permettront de nourrir un séminaire itinérant, grâce à la mise en place d'un « réseau » mobilisant diverses structures nationales ou régionales : en premier lieu la structure nationale regroupant les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CNCRES), l'Uniopss[14] qui fédère les grandes associations nationales du social et du médico-social, le Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) d'Aquitaine et la Ligue des droits de l'homme (LDH) de Gironde.

Dans un second temps ce corpus servira de base à l'élaboration de la réflexion finale pour la rédaction d'un ouvrage collectif de synthèse. Ces études de cas ou figures, que nous examinerons dans leurs métamorphoses au cours du long XXème siècle, de façon à conjuguer diachronie et synchronie, seront principalement examinées dans leurs dimensions d'expertise(s) et de médiation(s).

2/**Mise en miroir de la SCO : les enjeux de pouvoirs et les jeux d'échelles.**

Durant les trois années suivantes, nous nous efforcerons de mettre en synergie et en perspective, c'est-à-dire de mettre en miroir, les données recueillies et de les examiner au prisme des pouvoirs déclinés en démocratie (représentative, consultative, participative et/ou dialogique), par exemple dans le cadre des débats de la démocratie technique ou du 4ème pouvoir. La mesure diachronique et synchronique de ces enjeux de la SCO fournira la trame de l'élaboration de l'ouvrage collectif de synthèse, qui sera le livrable final du projet.

Il convient ici, reprenant le cadre méthodologique présenté ci-dessus, d'expliciter de façon plus approfondie les modalités de choix, de traitement et de comparaison des matériaux réunis durant la première phase du travail.

- **Choix des objets dans chacun des trois domaines** : Economie sociale et solidaire, groupes para-politiques et mouvements politiques satellitaires, structures de la « démocratie technique » : les objets significatifs pourront être choisis, dans chacun des domaines, soit en qualité de « structures » (mutuelles, associations d'action sociale, associations étudiantes, fédérations de coopératives, syndicats, ligues, *think tanks*, etc.), soit en considération de champs d'activités (coopération internationale, construction européenne, handicap, environnement, nucléaire, etc.), soit enfin parce que porteurs de « questions critiques » (protection de minorités, droits de l'Homme, groupes de pression ou de défense, etc.). La pertinence de chacune de ces entrées sera appréciée au travers des matériaux réunis durant la première phase de recherche.

- **Identification des objets en considération des « moments clés » de leur institutionnalisation** : on a fait ci-dessus l'hypothèse d'une approche diachronique reposant sur une scansion de la SCO durant le long XXème siècle selon trois moments : la phase d'apparition (fin XIXème, début XXème), la phase de consolidation (après 1945) et la phase d'adaptation/recomposition (à compter des années 1980-1990). Cette hypothèse reste à valider, ce qui sera fait par les analyses de la première période de la recherche. Cependant, l'hypothèse validée ou non, il conviendra d'identifier les grands moments d'institutionnalisation de la SCO dans les trois domaines considérés et d'appréhender les objets à analyser et comparer en fonction de cette donnée.

-**Approche de chacun des objets dans les trois domaines selon le découpage ternaire** distinguant les phases de « mobilisations », de « structuration » et de « normalisation/banalisation » qui, comme explicité ci-dessus, structurent *a priori*, les processus institutionnels constitutifs de la SCO.

-**Mise en miroir de chaque objet** pris en compte dans l'expérience française avec des objets similaires relevant d'expériences étrangères. Il s'agit là, croisant les données historiques nationales

[14] Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss).

concernant les objets retenus au moment clé du processus de leur institutionnalisation dans une perspective comparative, de produire une montée en généralité. Celle-ci permettra d'identifier les logiques convergentes ou au contraire divergentes de structuration de la SCO et de son positionnement dans les ensembles socio-politiques dans lesquels elle s'intègre, y compris dans sa dimension multiscalaire combinant affirmation d'une arène européenne de la SCO et logiques d'internationalisation de celle-ci.

* **Les opérations de recherche** menées durant ces deux phases reposeront sur **les manifestations scientifiques et livrables** suivants, échelonnés précisément sur la durée du quinquennal :

- **Un séminaire transversal régulier**, avec publication sur les pages web du site MSHA. Ce séminaire est destiné à donner cohérence à l'équipe du projet et à assurer une relecture commune et régulière des travaux d'investigation ; durant la seconde phase de la recherche, ce séminaire aura pour objectif de construire en continu la démarche de recherche et de permettre l'élaboration progressive de ses résultats.

- **Un séminaire de mobilisation des acteurs de la SCO** et de valorisation des travaux : il s'agit, tout au long de la mise en œuvre du projet, de réunir, selon les objets et les domaines concernés, des acteurs institutionnels du champ ainsi que des spécialistes des domaines concernés pour mettre en discussion les matériaux réunis ainsi que les conclusions progressivement élaborées. Cette forme de travail entend concrétiser la dimension « impliquée » de la recherche ainsi que contribuer à diffuser les résultats dans les milieux concernés. En particulier des actions communes (séminaires ou séances de travail) seront engagées avec la MSH de Montpellier, dans un partenariat interrégional dans le cadre de son programme « Innovation sociale et altermanagement », coordonné par Delphine Vallade.

- **Trois Colloques ou Journées d'études** qui adopteront et combineront les différentes échelles spatiales définies *supra*, dans une approche comparative.

- **2016** : Une Journée d'études aux Archives Historiques de l'Union Européenne (HAEU) de l'Institut Universitaire Européen de Florence (EUI) (Villa Salviati), avec l'équipe d'Antonio Varsori et le soutien scientifique et logistique du directeur Dieter Schlenker et de l'archiviste Catherine Préviti, portant sur « Sources et archives de la société civile européenne : bilan et perspectives de recherches».
- **2017** : Un Colloque commun avec le CESER organisé sur *Les enjeux de la citoyenneté active* coordonné par Sandrine Rui.
-**2019** : Colloque portant sur « La société civile mondiale. Justice et légitimité démocratique », coordonné par Louis Lourme et Céline Spector et préparé par un Séminaire autour de Nelly Fraser en 2018.

- Deux à trois **numéros spéciaux de revue**, selon les dominantes disciplinaires et leur spécialisation dans le champ de la SCO, qui seront nourris par les manifestations scientifiques précédentes : *Le Mouvement Social, RECMA, revue internationale de l'économie sociale, Revue Parlement[s], Revue de Droit Social, Revue Internationale d'Action Communautaire.*

- Un **ouvrage collectif de synthèse** à publier dans la collection Euroclio chez Peter Lang.

La configuration de l'équipe de projet

Notre projet SCOR combine à la fois une forte dimension interdisciplinaire, interinstitutionnelle et internationale à une volonté d'insertion dans le milieu régional, en premier lieu par le partenariat établi avec le CESER Aquitaine, et à une démarche d'innovation centrée sur le concept de SCO récemment « stabilisé ».

Coordinateurs : Christine Bouneau, Pr d'histoire contemporaine (U Bordeaux Montaigne) et Robert Lafore, Pr de droit public, ancien directeur de l'IEP de Bordeaux (IEP de Bordeaux)

Comité de pilotage : Christine Bouneau, Robert Lafore, Sandrine Rui, MCF de sociologie (U de Bordeaux), Jean-Paul Révauger, Pr de civilisation britannique (U Bordeaux Montaigne), Pascal Griset, Pr d'histoire de la communication, directeur de l'ISCC (Institut des Sciences de la Communication du CNRS), Xabier Itçaina, CR CNRS de science politique (IEP de Bordeaux), Luc Paboeuf, Président du CESER Aquitaine et directeur de l'INDL.
Assistant scientifique : Timothée Duverger, ATER (U Bordeaux Montaigne)

Membres aquitains :

- UMR COMPTRASEC (Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale) U de Bordeaux :
Robert Lafore, Pr de droit public, ancien directeur de l'IEP de Bordeaux, r.lafore@sciencespobordeaux.fr

- EA CEMMC (Centre d'études des mondes modernes et contemporains) U Bordeaux Montaigne) :
Christine Bouneau, Pr d'histoire politique contemporaine, christine.bouneau@free.fr
Christophe Bouneau, Pr d'histoire économique, christophe.bouneau@msha.fr
Nicolas Patin, MCF d'histoire contemporaine de l'Allemagne, spanicolatin@hotmail.com
Dominique Pinsolle, MCF d'histoire de la communication dom.pinsolle@gmail.com
Matthieu Trouvé, MCF d'histoire de la péninsule ibérique (IEP de Bordeaux), m.trouve@sciencespo.fr

- UMR 5116 Centre Emile Durkheim Science politique et sociologie comparatives (IEP de Bordeaux et U de Bordeaux) :
Sandrine Rui, MCF de sociologie, directrice du collège de Sciences de l'Homme de l'Université de Bordeaux, sandrine_rui@yahoo.fr
Xabier Itçaina, CR CNRS de science politique, boursier Marie Curie à l'Institut Universitaire Européen de Florence de janvier 2012 à décembre 2013, x.itcaina@sciencespobordeaux.fr

- UMR FRE 3392 EEE (Europe, Européanité, Européanisation) (U Bordeaux Montaigne)
Jean-Paul Révauger, Pr de civilisation britannique, jean-paul.revauger@u-bordeaux-montaigne.fr

- EA CLIMAS (Cultures et littératures des mondes anglophones) (U Bordeaux Montaigne)
Stephanie Benson, MCF de civilisation britannique, stephanie.benson@u-bordeaux-montaigne.fr

- EA SPH (Sciences Philosophie Humanités) (U de Bordeaux et U Bordeaux Montaigne)

Céline Spector, Pr de philosophie politique, membre honoraire de l'IUF, directrice du département de philosophie de l'Université Bordeaux-Montaigne, spectorceline@yahoo.fr

Louis Lourme, docteur et agrégé de philosophie, chargé de cours à l'Université Bordeaux-Montaigne et à l'IEP de Bordeaux, louislourme@yahoo.com

- UMR ADES (Aménagement, Développement, Santé et Sociétés) (U Bordeaux Montaigne et U de Bordeaux**)**

Alain Escadafal, MCF d'aménagement Alain.Escadafal@u-bordeaux-montaigne.fr

Participants nationaux :

- Pascal Griset, Pr d'histoire contemporaine, Paris IV Sorbonne, directeur de l'ISCC, pascalgriset@icloud.com
- Mélanie Dulong de Rosnay, CR de Droit CNRS, ISCC, Visiting Fellow 2013-2015 à la London School of Economics, Department of Media and Communication melanie.ddr@gmail.com
- Jean Foyer, CR de sociologie CNRS, ISCC, jean.foyer@cnrs.fr
- Alain Chatriot, CR CNRS HDR histoire contemporaine, CRH Paris, alain.chatriot@ehess.fr
- Olivier Dard, Pr d'histoire contemporaine, Paris IV Sorbonne, Centre Roland Mousnier, olivierdard@orange.fr
- Marc Lenormand, MCF de civilisation britannique, Montpellier 3, marc.lenormand@univ-montp3.fr
- Delphine Vallade, MCF en économie, Montpellier 3, UMR ART-Dev, delphine.vallade@univ-montp3.fr, responsable du projet Innovation sociale et Altermanagement porté par la MSH Montpellier.

Participants européens :

- Antonio Varsori, PR, U de Padoue, antonio.varsori@unipd.it et David Burigana, MCF, U de Padoue, david.burigana@unipd.it, historiens de l'intégration européenne, en particulier du Comité Economique et Social Européen et du CEDEFOP[15].
- René Leboutte, PR, U de Luxembourg, rene.leboutte@uni.lu, historien de la construction européenne
- Cathal McCall, Senior Lecturer, Queen's University, Belfast, spécialiste du rôle du tiers secteur dans la coopération transfrontalière et la gestion des conflits transfrontaliers en Europe, c.mccall@qub.ac.uk
- Johan Schot, PR, U of Sussex J.W.Schot@sussex.ac.uk, spécialiste du rôle des experts dans la construction européenne
- Jean-Baptiste Harguindéguy, PR, Universidad Pablo Olavide, Sevilla, jbhar@upo.es, spécialiste de la coopération transfrontalière et du rôle des langues régionales en Europe
- Laurent Tissot, PR, U de Neuchâtel Laurent.Tissot@unine.ch, historien du tourisme en Europe et de ses acteurs
- Cédric Humair, MCF, Université de Lausanne cedric.humair@unil.ch, historien des organisations patronales en Suisse et en Europe
- Michaël Keating, PR, School of Social Sciences Aberdeen, m.keating@abdn.ac.uk, politiste spécialiste du dialogue territorial social en Europe.

Jeunes chercheurs (doctorants et post-doctorants):

-Nadia Ayache, doctorante d'histoire contemporaine (CEMMC)
Email : n.ayache33@laposte.net

[1515] Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle.

Sujet de thèse : Implantation et maillage du socialisme en Aquitaine de 1958 aux années 2000 (acteurs, réseaux et mobilisations électorales).
Directeur de thèse : Christine Bouneau

-Amandine Brizio, doctorante de science politique (Centre Emile Durkheim)
Email : amandinebrizio2@yahoo.fr
Sujet de thèse : Le CESER, étude d'une assemblée en mouvement.
Directeur de thèse : Thierry Berthet

-Laura Douchet : candidature CIFRE (Sciences po Bordeaux – Scop Ellyx) en cours d'évaluation
Email : laura.douchet@ellyx.fr
Projet de thèse : *Etre une entreprise et servir la société : analyse des démarches socialement innovantes au sein des entreprises*
Directeur de thèse : Xabier Itçaina (CNRS-Centre Emile Durkheim, Sciences po Bordeaux)

-Sébastien Durand, doctorant d'histoire contemporaine (CEMMC)
Email : sebastienp.durand@laposte.net
Sujet de thèse : *Les entreprises de la Gironde occupée durant la Seconde guerre mondiale*
Directeur de thèse : Christophe Bouneau

-Timothée Duverger, ATER d'histoire contemporaine (CEMMC)
Email : duverger.timothee@gmail.com
Sujet de thèse : Histoire de l'économie sociale et solidaire depuis 1968.
Directeur de thèse : Christine Bouneau

-Miguel Garau Rolandi, doctorant en histoire contemporaine
Email : mgarau21@hotmai.com
Sujet de thèse : *Le coopératisme ouvrier de production et la production coopérative en Catalogne (1868-1939)*
Directeur de thèse : Susanna Tavera Garcia (Groupe d'études historiques culturelles et intellectuelles, Université de Barcelone)

-Jean-Jacques Manterola, formateur Etcharry, doctorant Sciences po Bordeaux (Centre Emile Durkheim)
Email : jjacques.manterola@afmr.etcharry.com
Sujet de thèse : *L'économie sociale, une ressource territoriale ? Approche comparative, en Communauté autonome basque et en Pays basque français, de deux secteurs d'activité : l'insertion par l'activité économique (IAE) et l'aide à domicile*
Directeur de thèse : Thierry Berthet (CNRS-Centre Emile Durkheim, Sciences po Bordeaux)

-Loïc Seeberger, doctorant contractuel en histoire du droit (UMR Dynamiques du Droit)
Email : loic.seeberger@univ-montp1.fr
Sujet de thèse : *L'évolution du droit des coopératives en France aux XIXe et XXe siècles*
Directeur de thèse : Yves Mausen (UMR Dynamiques du Droit, Université Montpellier 1)

-Ludovic Taris, doctorant en histoire contemporaine (CEMMC)
Email : ludovic.taris@sfr.fr
Sujet de thèse : Le conseil général de la Gironde au XIXème siècle
Directeur de thèse : Christine Bouneau

-Bernard Dupuy, doctorant en droit public (COMPTRASEC)
Email : bernard.dupuy@parisdescartes.fr
Sujet de thèse : L'action publique par agence : le cas de l'ARS
Directeur de thèse : Robert Lafore

-Nadia Okbani, doctorante en science politique (COMPTRASEC)
Email : nadiaokbani@yahoo.fr
Sujet de thèse : L'évaluation des politiques publiques dans le réseau CAF
Directeur de thèse : Robert Lafore

-Élodie Ros, doctorante en sociologie (CNRS-CSU)
Email : elodie@icilenet.com
Sujet de thèse : *Le Réseau d'économie alternative et solidaire (REAS). Pratiques militantes, formes d'engagement et projet politique (1990-2000)*
Directeur de thèse: Yves Sintomer (CNRS-CSU, Université Paris 8)

-Alexei Tabet, doctorant en histoire (CRH, EHESS)
Email : alexeitabet@gmail.com
Sujet de thèse : *L'invention du « tiers secteur » en France : le futur comme objet de politiques publiques (1945-1985)*
Directeur de thèse : Marc-Olivier Baruch (CRH, EHESS)

-Magali Zimmer, doctorante en sociologie (LISE, CNAM)
Email : magali_zimmer@yahoo.fr
Sujet de thèse : *Les partenariats solidaires : une perspective socio-historique de leurs développements en lien avec les recompositions du champ multi-organisationnel dans lequel ils s'insèrent*
Directeur de thèse : Jean-Louis Laville (LISE, CNAM)

Post-doctorants :
-Mikael Noailles, docteur en histoire contemporaine
Email : mikael.noailles@free.fr
Sujet de thèse : *La construction d'une économie touristique sur la côte aquitaine des années 1820 aux années 1980*
Directeur de thèse : Christophe Bouneau

-Emmanuel Rivat, docteur en science politique à Sciences po Bordeaux et ASSR (Amsterdam School for Social Science Research) - Université d'Amsterdam
Email : em.rivat@gmail.com
Sujet de thèse : La transnationalisation de la cause antinucléaire en Europe : une approche comparée de la France et des Pays-Bas : (1970-2010)
Directeurs de thèse : Antoine Roger et de Jan Willem Duyvendak.

Partenaires régionaux:

- CESER Aquitaine

Ce partenariat s'inscrit directement du point de vue du CESER dans la thématique prioritaire de réflexion sur « la citoyenneté active » qui donnera lieu à la formation d'un Groupe de travail pluri-annuel et transversal puisqu'il associe les 4 commissions et la section prospective. Il prendra une double forme, d'une part en sa qualité de structure représentative de SCO en Aquitaine qui lui confère une place naturelle dans le comité de pilotage et dans le suivi de la recherche ; d'autre part en l'associant

sur la thématique qu'il est en train d'investiguer avec la coopération du monde académique, précisément sur la question de *« la citoyenneté active »* (coordination par Sandrine Rui).

- Ligue des droits de l'homme de Gironde, présidée par Jean-Claude Guichenney, notamment dans le cadre du projet « *La citoyenneté active* ».

- Archives départementales de la Gironde qui combineront mise à disposition de sources sur la SCO locale et accueil de séances de séminaires.

Partenaires nationaux:

- MSH de Montpellier, Programme « Innovation sociale et altermanagement », porté par Delphine Vallade. Ce partenariat reposera en priorité sur l'organisation de séminaires communs.
- Crédit Coopératif, susceptible de nous fournir des archives, des entretiens et la possibilité de publier dans le cadre de la revue RECMA, avec un partenariat organisationnel et logistique, par le biais de sa Fondation, pour la tenue de manifestations scientifiques.
- Union interprofessionnelle des œuvres sanitaires et sociales : organisme susceptible de nous mettre en relation avec ses diverses composantes ; l'Uniopss fédère, par le biais de ses 23 unions régionales, 75 % des gestionnaires privés d'établissements et services sociaux et médico-sociaux, le plus souvent associatifs ; il réunit aussi, en qualité d'adhérents nationaux, une centaine de fédérations, unions et associations nationales du « social » ; il est intégré aussi aux structures européennes et internationales représentant les associations de solidarité.
- Conseil National des Chambres régionales de l'économie sociale (CNCRES) : structure rassemblant les CRES/S dans lesquelles sont représentés les mouvements régionaux de l'économie sociale et solidaire, qui dispose d'un Observatoire national de l'ESS. Le CNCRES aurait l'avantage d'une mise en réseau de SCOR au plus près des acteurs de terrain, à la fois pour l'accès à leurs archives et à des entretiens et pour la valorisation des travaux de recherche du programme.

Partenaire international :

- Historical Archives of the European Union (HAEU) de l'Institut Universitaire Européen (Villa Salviati) archiv@eui.eu (Catherine Préviti, archiviste Catherine.Previti@EUI.eu) : mise à disposition de sources européennes diversifiées et organisation d'une Journée d'études autour des archives de l'Union Européenne, en collaboration avec l'équipe du Professeur Varsori de l'Université de Padoue.

Budget prévisionnel

Demande financière annuelle de 20 000 € (hors prélèvement BQR) correspondant aux frais de fonctionnement scientifique classique : missions, séminaires, traductions, colloques, publications.

Voir supra **les opérations de recherche** :

Partenariat avec le CESER pour l'organisation et l'accueil de manifestations scientifiques.

Partenariat avec les Historical Archives of the UE (HAEU) pour l'accueil d'une Journée d'études.

Partenariat avec le Crédit Coopératif pour l'organisation et l'accueil de séminaires

Partenariat avec l'Université de Padoue pour une publication dans la Collection Euroclio chez Peter Lang.

	2016	2017	2018	2019	2020
Equipement	2500	2500	2000	1500	
Publications		2500	3000	2500	8000
Manifestations	8000	5000	5000	7000	3000
Vacations	2000	2000	2000	1000	2000
Traductions	1500	2000	2000	2000	2000
Missions	6000	6000	6000	6000	5000
TOTAL	**20000**	**20000**	**20000**	**20000**	**20000**

Temps prévisionnel de recherche des personnels titulaires français (PR, MCF, DR et CR) impliqués dans le projet SCOR[16] :

Identité du personnel impliqué	Nom du laboratoire / de l'équipe	Qualification	Adresse électronique	% du temps de recherche consacré au projet
Christine Bouneau	CEMMC	PR	christine.bouneau@free.fr	50%
Robert Lafore	COMPTRASEC	PR	r.lafore@sciencespobordeaux.fr	50%
Sandrine Rui	Centre Emile Durkheim	MCF	sandrine_rui@yahoo.fr	25%
Jean-Paul Révauger	UMR FRE 3392 EEE	PR	jean-paul.revauger@u-bordeaux-montaigne.fr	20%
Xabier Itçaina	Centre Emile Durkheim	CR	x.itcaina@sciencespobordeaux.fr	30%
Pascal Griset	ISCC	PR	pascalgriset@icloud.com	20%
Christophe Bouneau	CEMMC	PR	christophe.bouneau@msha.fr	25%
Dominique Pinsolle	CEMMC	MCF	dom.pinsolle@gmail.com	25%
Nicolas Patin	CEMMC	MCF	spanicolatin@hotmail.com	25%
Mathieu Trouvé	CEMMC	MCF	m.trouve@sciencespo.fr	20%
Stéphanie Benson	CLIMAS	MCF	stephanie.benson@u-bordeaux-montaigne.fr	20%
Céline Spector	SPH	PR	spectorceline@yahoo.fr	20%
Louis Lourme	SPH	Prag	louislourme@yahoo.com	20%
Alain Escadafal	ADES	MCF	Alain.Escadafal@u-bordeaux-montaigne.fr	15%
Olivier Dard	Centre Roland Mousnier	PR	olivierdard@orange.fr	30%
Mélanie Dulong de Rosnay	ISCC	CR	melanie.ddr@gmail.com	15%

[16] Par définition il est difficile d'indiquer un temps prévisionnel pour les doctorants, qui doivent se consacrer en priorité à la rédaction de leur thèse et même pour les post-doctorants dont les situations professionnelles sont extrêmement différentes, souvent précaires et évolutives. Par ailleurs les membres étrangers constituent des correspondants de recherche qui sont soumis à des obligations statutaires de temps prévisionnel liées aux législations nationales.

Jean Foyer	ISCC	CR	jean.foyer@cnrs.fr	15%
Alain Chatriot	CRH	CR	alain.chatriot@ehess.fr	25%
Marc Lenormand	EMMA	MCF	marc.lenormand@univ-montp3.fr	15%
Delphine Vallade	Art-Dev	MCF	delphine.vallade@univ-montp3.fr	15%

Bibliographie de référence, intégrant en particulier les travaux des participants sur le champ de la société civile organisée[17] **:**

ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles et TARTAKOWSKY Danielle, *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle,* Publications de la Sorbonne, 2001.

ARCHIBUGI Daniele et HELD David (dir.), *Cosmopolitan Democracy, an agenda for a new world order,* Cambridge, Polity Press, 1995.

ARCHIBUGI D., *La Démocratie cosmopolitique. Sur la voie d'une démocratie mondiale,* trad. L. Lourme, Paris, Cerf, 2009 (2004)

BARTHELEMY Martine, *Associations ou Un nouvel âge d'or de la participation ?* Paris, Presses de Sciences-Po, 2000.

BERTHET, COSTA O., GOUIN R. et **ITCAINA X.** dir., *Les nouveaux espaces de la régulation politique*, Paris, L'Harmattan, coll. « logiques politiques », 2008.

BOUNEAU Christine, « Elites étudiantes et socialisme : le groupe des étudiants collectivistes de Paris à la fin du XIXè siècle », dans Sylvie GUILLAUME (dir.), *Les Elites Fins de Siècles XIXè-XXè Siècles,* Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1992, pp. 127-139.

BOUNEAU Christine avec **Christophe BOUNEAU**, « Professionnalisation et régionalisation dans le Sud-Ouest durant l'entre-deux-guerres » dans Pierre GUILLAUME (dir), *La professionnalisation des classes moyennes*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1996, pp. 327-341.

BOUNEAU Christine, « Le groupe des étudiants socialistes de Toulouse et leur revue *La Jeunesse Socialiste* (1894-1895) », dans Jacques GIRAULT (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XXème siècle. Partis, réseaux, mobilisation,* Publications de la Sorbonne, 2001, pp. 297-308.

BOUNEAU Christine, « Histoire parlementaire de la loi de 1901 », *Le Centenaire de la loi de liberté d'association 1901-2001 à Bayonne,* Société des Sciences Lettres et Arts de Bayonne, 2002, pp. 3-24 et dans *Revue d'histoire de Bayonne, du Pays Basque et du Bas-Adour,* nouvelle série n°157, année 2002, pp. 3-24.

BOUNEAU Christine, « Le discours des députés aquitains sur la « région » de 1946 à 1981 », *Parlement[s], Revue du Comité d'histoire politique et parlementaire,* hors série, « Politique en Aquitaine. Des Girondins à nos jours. », 2005, pp. 82-89.

BOUNEAU Christine, « La Région dans la République : la quête d'une légitimité » dans Anne-Marie COCULA, Michel FIGEAC, Sylvie GUILLAUME, Philippe LOUPES (dirs), *Entre tradition et modernité, l'identité aquitaine,* Centre Aquitain d'Histoire Moderne et Contemporaine, 2007, pp. 73-84.

BOUNEAU Christine, Habilitation à diriger des recherches, *Figures et métamorphoses du groupe au croisement du politique, du social et du culturel. Socialisme et jeunesse, régionalisme et corporatisme en France des années 1880 aux années 1960* avec comme mémoire inédit *Socialisme et jeunesse en France des années 1880 à la fin des années 1960 (1879-1969),* soutenue le 10 décembre 2007 à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3

BOUNEAU Christine, « Les Jeunesses et Etudiants socialistes en France des années 1880 aux années 1960 : groupes politiques et/ou générationnels ? », *Histoire@Politique, Politique, culture, société,* n°4, janvier-avril 2008.

BOUNEAU Christine et LE MAO C., dirs, *Jeunesse(s) et élites. Des rapports paradoxaux en Europe de l'Ancien Régime à nos jours,* PUR, 2009, 377p.

BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France 1879-1969. Acteurs-Discours-Moments et lieux,* MSHA, 2009, 662 p.

[17] Les publications des membres de l'équipe SCOR sont signalées par la mise en gras des noms et des prénoms.

BOUNEAU Christine, « Une expérience corporative : Hubert Lagardelle et la Charte du Travail à Vichy », in Didier MUSIEDLAK (dir.), *Les expériences corporatives dans l'aire latine,* Peter Lang, 2010, pp. 345-368.

BOUNEAU Christine, Texte d'introduction sur « Jalons pour une histoire contemporaine des corps intermédiaires depuis la Révolution Française » in CESR d'Aquitaine, « Expression[s] 2009 » : « La démocratie ou quand l'esprit public parle à travers les corps intermédiaires », 2010, pp. 14-18.

BOUNEAU Christine et CALLEDE J.P., *Léo Lagrange. Une perspective de renouvellement dans la construction des jeunes générations ?,* MSHA, 2012, 221 p.

BOUNEAU Christine, « Les mouvements de jeunesse en France à la veille de 1968 » in Nernhard Gotto, Horst Möller, Jean Mondot, Nicolle Pelletier (Hrsg), *Krisen und Krisenbewusstsein in Deutschland und Frankreich in den 1960er Jahren,* Oldenbourg Verlag, München, 2012, pp. 153-164.

BOUNEAU Christine, « Outils et Méthodes : les Commissions », Guide Resendem, janvier 2013.

BOUNEAU Christine, CALLEDE J.P. et SABATIER F., dirs, *Activités de pleine nature, aménagements sportifs et développement durable : une question de « génération »,* ed. MSHA, 2014.

BOUNEAU Christine (dir.), « Les corps intermédiaires : concept(s), généalogie, échelles » organisé par Christine Bouneau, 4 avril 2014, Bordeaux, CEMMC, workshop à paraître dans un n° spécial de *Histoire, Economie et Société*.

BOUNEAU Christophe, « Les solidarités d'ingénieurs en Europe occidentale du début du XIXème siècle au second conflit mondial : pour une histoire comparée des réseaux de solidarités », *Les solidarités. Le lien social dans tous ses états*, Bordeaux, Editions de la MSHA, 2001, pp. 461-474.

BOUNEAU Christophe et LACOMBRADE Ph., « Des défis internationaux à l'action locale : les ambiguïtés d'une Belle Epoque (1890-1914) », chapitre de *La Chambre de commerce et d'industrie de Paris (1803-2003). Histoire d'une institution*, Genève, Droz, 2003, pp. 131-175

BOUNEAU Christophe et LUNG Y., dirs, *Les territoires de l'innovation, espaces de conflits*, Bordeaux, éditions de la MSHA, 2006, 302 p.

BOUNEAU Christophe, « Les tensions de la politique d'aménagement touristique du littoral français de 1962 à 1974. L'avènement du tourisme de masse », in *Georges Pompidou et la modernité. Les tensions de l'innovation 1962-1974*, ss. dir. P.Griset, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 107-121

BOUNEAU Christophe, « La Chambre de Paris dans le réseau consulaire national depuis la fin du XIXème siècle », *La Chambre de commerce et d'industrie de Paris 1803-2003 Etudes thématiques*, Genève, Droz, 2008, pp. 99-113.

BOUNEAU Christophe, BURIGANA D. et VARSORI A., eds., *Trends in Technological Innovation and the European Construction : the Emerging of Enduring Dynamics ?*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 258 p.

BOUNEAU Christophe, *The History of CIGRE (International Council on Large Electric Systems) A key player in the development of electric power systems since 1921*, Paris, Conformes, 2011, 204 p.

BOUNEAU Christophe, « Crises et conscience de crise du patronat français dans les années 1960 (1963-1974) », *Krisen und Krisenbewusstsein in Deutschland und Frankreich in den 1960er Jahren,* Horst Möller und Jean Mondot (Hrsg.), Oldenbourg Verlag, München, 2012, pp. 129-138

BOUNEAU Christophe, « Les grands réseaux techniques pères fondateurs de l'Europe », *Politique internationale*, n°137, automne 2012, pp. 399-408.

BOUNEAU Christophe, « Les dynamiques territoriales de l'innovation : la distinction des « lieux » par les grands réseaux techniques (XIXe-XXIe siècles) », *La société éclatée. Le retour de l'objet local*, ss. dir. P. Musso, Editions de l'Aube, Bibliothèque des territoires, 2014, pp 195-210.

BOURCIER D., CASANOVAS P, **DULONG de ROSNAY M.** et MARACKE C. (eds.), 2010, *Intelligent Multimedia. Sharing Creative Works in a Digital World*, Florence, European Press Academic Publishing, 412 p.

BURNSIDE-LAWRY J., LEE C. et **RUI S**., 2014, « Habermas and The Garants : Narrowing the gap between policy and practice in French organization-citizen engagement", *Communication, Politics and Culture*, Vol. 46/2, p. 155-176.

CALHOUN C. (ed.), *Habermas and the Public Sphere,* Cambridge (Mass.), MIT Press, 1992, p. 109-142.

CHARLE Christophe et VINCENT J. , *La société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne 1780-1914,* Rennes, PUR, 2011.

CHATRIOT Alain, *La démocratie sociale à la française. L'expérience du Conseil National Economique, 1924-1940,* Paris, La Découverte, 2002.

COCHET François et **DARD O**. dirs,, *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, Collection Actes Académiques, Riveneuve 2010.

D'ALMEIDA Nicole, **GRISET Pascal** et PROULX Serge (coord.), *Hermès*, nº 50, *Communiquer – Innover. Réseaux, dispositifs, territoires*, Paris, CNRS Éditions, 2008, 207 p.

DARD O., *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF 2002.

DARD Olivier et DESCHAMPS Étienne (dir), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postériorités*, PIE, Peter Lang, 2005.

DARD Olivier et Nathalie SEVILLA (dirs), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République,* Centre régional universitaire lorrain d'histoire, Metz, 2008

DARD Olivier et Nathalie SEVILLA (dirs), *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques,* Centre régional universitaire lorrain d'histoire, Metz, 2011

DARD Olivier, *Le corporatisme dans l'aire francophone au XXe siècle,* Peter Lang, Berne, 2011.

DARD Olivier et RICHARD Gilles (dir), *Les Permanents Patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XXe siècle*, Centre de Recherche Histoire et Civilisation de l'université de Metz, 2012.

DAUGAREILH (dir.), *Le dialogue social dans les instances transnationales d'entreprises européennes,* PUB, 2013

DREYFUS Michel, *Financer les utopies. Une histoire du Crédit coopératif (1893-2013),* Arles, Actes Sud/IMEC, 2013, 350p.

DRUELLE-KORN C., (ed), Les Corps intermédiaires économiques, Limoges, PULIM, Collection Histoire, 2011.

DRUELLE-KORN Clotilde, FRABOULET Danièle et VERNUS Pierre Vernus (dir.), *Les organisations patronales et la sphère publique. Europe XIXe et XXe siècles,* Rennes, PUR, 2014, 339 p.

DULONG de ROSNAY M. et De MARTIN, J. C. (eds.), 2012, *The Digital Public Domain : Foundations for an Open Culture*, Cambridge, Open Book Publishers, 248 p.

DULONG de ROSNAY M., 2013, "Open Content Licenses Without Representation : Can You Give Away More Rights Than You Have ?", *European Journal of Law and Technology* (EJLT), vol. 4, nº 3,

DUVERGER Timothée, « De Meadows à Mansholt : L'invention du « zégisme », *Entropia*, n°10, printemps 2011, pp.114-123.

DUVERGER Timothée, *Le Parti socialiste et l'écologie: 1968-2011*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2011, 111p.

DUVERGER Timothée, *La décroissance, une idée pour demain*, Paris, Sang de la Terre, 2011, 239p.

DUVERGER Timothée, *La Modernité relationnelle. Une autre histoire de France de 1968 à nos jours*, Alfortville, Ère, 2013, 160p.

DUVERGER Timothée, « Écologie et autogestion dans les années 1970 : discours croisés d'André Gorz et Cornélius Castoriadis », *Écologie et Politique*, n°46, 2013/1.

DUVERGER Timothée, « Bernard Charbonneau : L'homme révolté. Scoutisme et naissance de l'écologie politique », *in* **Christine Bouneau**, Fabien Sabatier et Jean-Paul Callède (dir.), *Sport, nature et développement durable : une question de génération ?*, Pessac, MSHA, 2014, p.79-90.

DUVERGER Timothée, « La reconnaissance législative de l'économie sociale et solidaire », Note n°224, Fondation Jean Jaurès, 2014.

DUVERGER Timothée, « La contre-démocratie technique dans les années 1970 : Déconstruire la critique écologiste de l'automobilisme », *in* Mathieu Flonneau et Arnaud Passalacqua (dir.), *Mobilité et démocratie*, Rennes, PUR, à paraître.

DUVERGER Timothée, « La reconnaissance de l'économie sociale : réforme et société civile organisée », *in* Actes de la journée d'étude « Réformes, État et société dans la France contemporaine » du 6 novembre 2013, à paraître.

DUVERGER Timothée, « La réinvention de l'économie sociale dans les années 1970 : une histoire du CNLAMCA », *RECMA*, à paraître.

DUVERGER Timothée, « La société démocratique : contre-, alter- et pluri-démocratie dans la France des années 1970 », *Essais*, à paraître.

FOYER J., « Les multiples politiques de la diversité bio-culturelle : entre modernités alternatives et rhétorique instrumentale », in Gros, C. et Dumoulin, D., *Le multiculturalisme au concret*, Presse de la Sorbonne Nouvelle, 2011, pp. 377-389.

FOYER J., « Le réseau global des experts-militants de la biodiversité : un acteur central des controverses socio-techniques », *Hermès*, nº 64, 2012, p. 155-163

FOYER J., « Société civile mondiale et gouvernance internationale de la biodiversité », *in* Agathe Euzen, Laurence Eymard et Françoise Gaill, *Le développement durable à découvert*, Paris, CNRS Éditions, 2013, p. 322-324.

FRASER Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution,* trad. E. Ferrarese, Paris, La Découverte, 2005.

FRASER Nancy, « Transnationlizing the Public Sphere », in *Scales of Justice,* New York, Columbia University Press, 2010.

GARRIGUES J., *La République des hommes d'affaires 1870-1900*, Paris, Aubier, septembre 1997, 432 p.

GARRIGUES J., « Les réseaux de solidarité du grand patronat face au pouvoir politique 1870-1914 », dans *Les Solidarités – Le lien social dans tous ses états*, sous la direction de Pierre Guillaume, Actes du colloque de juin 2000, MSHA, 2001, p. 405–419.

GARRIGUES J., « Les libéraux face à la loi de 1901 », dans *Associations et champ politique – La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, sous la direction de Claire Andrieu et Gilles Le Béguec, Actes du colloque de novembre 2000, publications de la Sorbonne, 2001, p. 157–173.

GARRIGUES J., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours* (direct.), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2002, 310 p.

GARRIGUES J., *Les patrons et la politique – De Schneider à Seillière*, Paris, Perrin, 2002, 360 p.

GARRIGUES J., *Les Scandales de la République – De Panama à l'affaire Elf*, Paris, Robert Laffont, 2004, 350 p.

GARRIGUES J., « Les groupes d'intérêts en France et en Europe : une approche historique », dans *Les groupes d'intérêt au XXIe siècle – Renouveau, croissance et démocratie*, sous la direction de N. Dahan, E. Grossman, colloque du Cevipof, IEP de Paris, 24-25 septembre 2004.

GARRIGUES J., « L'influence des industriels et des hommes d'affaires au Parlement français sous la Troisième République (1870-1940) », dans *Actes del 53e Congrès de la Comissio Internacional per a l'Estudi de la Historia de les Institutions Representatives i Parlamentaries*, Parlament de Catalunya, vol. 2, 2005, p. 1476–1495.

GARRIGUES J., « L'influence politique – Réflexions sur les groupes de pression », dans *Un Professeur en République – Mélanges en l'honneur de Serge Berstein*, sous la direction de R. Baudouï, J. Garrigues, M. Leymarie, Didier Musiedlak, Fayard, 2006, p. 260–271.

GAUCHET Marcel, *L'avènement de la démocratie, t.1 : La révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007, 224p.

GAUCHET Marcel, *L'avènement de la démocratie, t.2 : La crise du libéralisme (1880-1914)*, Paris, Gallimard, 2007, 320p.

GAUCHET Marcel, *L'avènement de la démocratie, t.3 : À l'épreuve des totalitarismes (1914-1974)*, Paris, Gallimard, 2010, 672p.

GILBERT C. Et HENRY E. (2012), "La définition des problèmes publics: entre publicité et discrétion", *Revue française de sociologie*, 531(1), p. 35-59

GILLES Christoph et **LENORMAND Marc**,, « De la marginalité au consensus : La Construction et l'institutionnalisation de l'anti-syndicalisme thatchérien », *Savoir / Agir*, N°15, mars 2011, p.119-124.

GOURQUES G., **RUI S**., et TOPCU S., dir., *Critiques de la participation et gouvernementalité*, *Lectures critiques*, *Participations*, 2/2013, p. 7-33

GRANOVETTER M,, « Economic action and social structure : the problem of embeddedness », *American Journal of Sociology,* 91-3, 1985, pp. 481-510.

GRANOVETTER M., *Le Marché autrement. Les réseaux dans l'économie,* Paris, Desclée de Brouwer, 2000.

GRISET Pascal et SCHAFER Valérie, "Hosting the World Wide Web Consortium for Europe : from CERN to INRIA", *History and Technology*, vol. 27, issue 3, Taylor & Francis, 2011, p. 353-370.

GRISET Pascal, *The European patent. A European success story for innovation*, European Patent Office (EPO), 2013, 360 p. (Translated in French and German)

GUESLIN André, *L'invention de l'économie sociale, le XIXe siècle français,* Economica, 1987.

GUILLAUME Pierre, *Les solidarités, Le lien social dans tous ses états*, Bordeaux, MSHA 2002, 509 p.

GUILLAUME Sylvie*, La Confédération générale des petites et moyennes entreprises : un autre syndicalisme patronal, 1944-1978*, P.U.B., 1987, 130 p.

GUILLAUME Sylvie*,* (dir) *Les associations dans la francophonie*, Bordeaux, MSHA, 2006.

GUILLAUME Sylvie, (en coll avec Michel Lescure), *Les PME dans les sociétés européennes de 1880 à nos jours*, Bruxelles, Peter Lang, 2008

HABERMAS Jürgen, *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise,* Paris, Payot, 1986 [1962].

HABERMAS J. « La paix perpétuelle. Le bicentenaire d'une idée kantienne », trad. R. Rochlitz, Paris, Cerf, 1996.

HARGUINDEGUY J.B. and HAYWARD K., "The institutionalisation of the European internal cross-border co-operation policy? A first appraisal", *European Planning Studies*, 21(4), 2013, p. 1-20

HAUBERT M. et P.-PH. REY (ed.), *Les sociétés civiles face au marché : le changement dans le monde postcolonial,* Paris, Khartala, 2000.

HUMAIR Cédric, GUEX Sébastien, MACH André, EICHENBERGER Pierre**,** « Les organisations patronales suisses entre coordination économique et influence politique : bilan historiographique et pistes de recherche », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 115, pp. 115-127, 2012.

HUMAIR Cédric et TISSOT Laurent, *Le tourisme suisse et son rayonnement international : "Switzerland, the playground of the world"*. Antipodes, Lausanne, 2011, 224 p.

ITCAINA X., LAFORE R. et SORBETS C., (dir.),, *Générer et gérer du bien collectif. Un monde en quête de reconnaissance*, rapport final de recherche, programme L'économie sociale et solidaire en Région, MIRE-DRESS, Bordeaux, CERVL, janvier 2003.

ITCAINA X., « Valeurs à l'épreuve : traductions basques de l'économie sociale et solidaire », dans X. Itçaina, R. Lafore, C. Sorbets (dir.), *Un monde en quête de reconnaissance. Usages de l'économie sociale et solidaire en Aquitaine*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2004, p. 127-141.

ITCAINA X. , « Le territoire entre ressource et contrainte. Economie sociale et économie identitaire en Pays Basque français », dans Alain Amintas, Annie Gouzien, Pascal Perrot (dir.), *Les chantiers de l'économie sociale et solidaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 213-228.

ITCAINA X. et WEISBEIN J., « La marée noire du Prestige au prisme des mobilisations de protestation en France et en Espagne. Une crise locale à focale européenne - et inversement ? », *Politique européenne*, n°17, automne 2005, p. 196-199

ITCAINA X., PALARD J., et SEGAS S., (dir.), *Régimes territoriaux et développement économique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Espaces et territoires, 2007.

ITCAINA X.,(dir*.), Economie sociale et solidaire et territoire : vers une comparaison interrégionale européenne, Rapport final de recherche*, Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale, Pessac, SPIRIT, Sciences Po Bordeaux, novembre 2007

ITCAINA X., « Des entreprises politiques ? Les SCOP dans l'espace public basque », dans X. Itçaina, J. Palard, S. Ségas (dir.), *Régimes territoriaux et développement économique*, Rennes, PU Rennes, 2007, p. 67-82.

ITCAINA X. et GOUZIEN A., "Héritages et institutionnalisations de l'économie sociale et solidaire dans trois régions d'Europe du Sud: quatre pistes d'analyse", *Pôle sud*, 2009, 31(2), p. 9-24.

ITCAINA X. (coord.), "Economie sociale, territoire et politique en Europe du Sud" (introduction au dossier), *Pôle sud*, 2009, 31(2), p. 5-8.

ITCAINA X., « European integration, cross-border cooperation and third-sector mobilizations in the Basque Country », in Armstrong D., Bello V., Gilson J., Spini D. (ed.), *Civil Society and International Governance. The role of non-state actors the EU,* Africa, Asia and Middle East, Abingdon: Routledge, Garnet series, 2010.

ITCAINA X. (dir.), *La politique du lien. Les nouvelles dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. "espaces et territoires", 2010.

ITCAINA X., « Les régimes territoriaux de l'économie sociale et solidaire : le cas du Pays Basque français. », *Géographie, économie et société*, 12(1), 2010, p. 71-87.

ITCAINA X., (2011), "Les dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire : pistes de recherche en sociologie politique » A. Ndiaye (dir.), *Economie sociale et solidaire, animation et dynamique des territoires*, Paris, l'Harmattan, p. 61-82.

ITCAINA X. et MANTEROLA J.-J. (2012),"Vers une gouvernance en réseau? L'économie sociale et solidaire et la construction d'un territoire transfrontalier en Pays basque", dans N. Richez-Battesti, F. Petrella, P. Gianfaldoni (dir.), *Travail, organisations et politiques: quelle 'soutenabilité' à l'heure de la mondialisation?*, Cahiers du CIRTES, Hors-série 2, XXXIIe Journées d' l'Association d'économie sociale, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, p. 491-503.

J. HARRIS (ed.), *Civil Society in British Society History: Ideas, Identities, Institutions,* Oxford, Oxford University Press, 2004.

KALDAR M., ANHEIER et GLASIUS M. (dir.), *Global Civil Society 2003,* Oxford University Press, 2003.

KALDOR M., « L'idée de société civile mondiale » (2003), traduit dans *Recherches sociologiques et anthropologiques,* 2007, 38/1, Louvain-la-Neuve, p. 89-108

KEANE J., *Global Civil Society ?,* Cambridge, Cambridge University Press, 2003

KEATING Michael, *Plurinational Democracy: Stateless Nations in a Post-Sovereignty Era* (Oxford University Press, 2001)

KEATING Michael et Della PORTA Donatella, ed, Approaches and Methodologies in the Social Sciences (Cambridge University Press, 2008).

KOCKA Jürgen, « Civil society from a historical perspective », *European Review,* 12-1, 2004, pp. 65-79.

LAFORE Robert (en collaboration avec M. Borgetto), *La République sociale*, PUF, coll. Politique éclatée, 2000, 221 pages.

LAFORE Robert, ITCAINA Xabier, SORBETS Claude (Dir), *Un monde en quête de reconnaissance, usages de l'économie sociale et solidaire en Aquitaine*, PUB, coll. Le Territoire du Politique, 2004, 244 pages.

LAFORE Robert, « Les acteurs de la politique familiale : vers une redistribution des cartes », *Informations sociales*, n° 128, 2005, p. 108-126.

LAFORE Robert, CAUQUIL Guy (Dir), *Evaluer les politiques sociales*, L'Harmattan, 2006, 334 pages.

LAFORE Robert, « Associations et politiques sociales, parier sur la réforme ? », *Union sociale*, n° 210, 2007, p. 32-47.

LAFORE Robert, « La gouvernance des associations de protection de l'enfance », *RDSS*, 2007, p. 979-991.

LAFORE Robert, « Le monde associatif dans le secteur social et médico-social », *Rev. Actualité et prospective*, n° 116, 2007, p. 17-29.

LAFORE Robert, « Entre pouvoirs publics, associations et marché : l'ingénierie juridique dans l'action sociale » dans BORGETTO Michel et CHAUVIERE Michel, *Qui gouverne le social ?*, Dalloz, 2008, p. 29-44.

LAFORE Robert, « La loi HPST et les établissements et services sociaux et médico-sociaux », *RDSS*, 2009, p. 858-873.

LAFORE Robert (Dir), « Faire société, les associations de solidarité en temps de crise », Dunod, 2010, 256 pages.

LAFORE Robert, « Le rôle des associations dans la mise en œuvre des politiques d'action sociale », *Informations sociales*, n° 162, 2010, p. 64-74.

LAFORE Robert, « Les associations dans les politiques sociales et médico-sociales », dans *Faire société, les associations de solidarité par temps de crise*, Dunod, 2010, p. 113-142.

LAFORE Robert, « Les associations, simples opérateurs des pouvoirs publics : Le fait associatif dans l'action sociale », dans F. Batifoulier (Dir), *Nouvelles pratiques de direction et de gouvernance en action sociale*, Dunod, 2011, p. 8-23.

LAFORE Robert (en collaboration avec M. Borgetto), « L'aide et l'action sociales », *La Documentation française*, 2013, 367 pages.

LAFORE Robert (en collaboration avec M. Borgetto), *Droit de l'aide et de l'action sociale*, *Précis Domat*, Montchrestien, 9ème ed., 2014, 735 pages.

LAFORE Robert (en collaboration avec M. Borgetto), *Droit de la sécurité sociale*, Dalloz, 18ème ed., 2014, 1276 pages.

LAVILLE Jean-Louis, MAGNEN Jean-Philippe, DE FRANÇA FILHO Genauto C. et MEDEIROS Alzira (dir.), *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Érès, 2005, 414p.

LEBOUTTE R., *Vie et mort des bassins industriels en Europe, 1750-2000*, Paris, L'Harmattan, 1997, 592 p.

LEBOUTTE R., *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, (Peter Lang Collection Europe plurielle - Multiple Europes) Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2008, 711 p.

LEMERCIER Claire, « La France contemporaine : une impossible société civile ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* 2005, 52, 3, pp. 166-179.

LENORMAND Marc, « Entre tournant réaliste et nouveau radicalisme : les syndicats, le Parti travailliste et l'Etat britannique de la révolution thatchérienne au néo-travaillisme », *Revue française de civilisation britannique*, Vol 15, N°2, printemps 2009, p. 167-187.

LENORMAND Marc, « De l'"hiver du mécontentement" à la contestation du néo-syndicalisme : reflux, résistance et reconfigurations du mouvement syndical en Grande-Bretagne de 1979 à la fin des années 2000 », *Atala*, n°13, 2010, p. 185-205.

LENORMAND Marc, « "Only working for pin money" ? Marginalisation et politisation des femmes dans le mouvement syndical britannique dans les années 1970 », in Françoise Barret-Ducrocq et al. (ed), *Comment l'égalité vient aux femmes. Politique, droit et syndicalisme en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 161-184.

LERAIS Frédéric, PERNOT Jean-Marie, REHFELDT Udo, et VINCENT Catherine (dir.), « La démocratie sociale à l'épreuve de la crise. Un essai de comparaison internationale », Rapport de l'Institut de Recherches économiques et sociales, octobre 2013, 131p.

LOURME Louis, *Le Nouvel âge de la citoyenneté mondiale,* Paris, PUF, 2014.

McCALL Cathal, 'Hanging Flower Baskets, Blowing in the Wind? Third Sector Groups, Cross-Border Partnerships and the EU Peace Programmes in Ireland' (with Liam O'Dowd), pp. 29-54 in *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 14, no. 1 (2008)

McCALL Cathal, 'Escaping the Cage of Ethno-National Conflict in Northern Ireland? The Importance of Transnational Networks' (with Liam O'Dowd), pp. 81-99 in *Ethnopolitics*, vol. 7, no. 1 (2008).

McCALL Cathal, 'Culture and the Irish Border: Spaces for Conflict Transformation', pp. 201-222 in *Cooperation and Conflict*, vol. 46, no. 2 (2011).

McCALL Cathal, 'De-Bordering and Re-bordering the United Kingdom', pp. 214-229 in Hastings Donnan and Thomas M. Wilson (eds.) *The Blackwell Companion to Border Studies*. London: Blackwell (2012).

McCALL Cathal, 'European Union Cross-Border Cooperation and Conflict Amelioration' in *Space and Polity* (2013, forthcoming).

NOYA Antonella et CLARENCE Emma (dir.), *The social economy: building inclusive economies*, Paris, OECD, 2007, 249p.

OFFERLE Michel (ed.), *La société civile en question,* Paris, La Documentation française, 2003.

PATIN Nicolas, *La catastrophe allemande (1914-1945). 1674 destins parlementaires,* Fayard, 2014

PECQUEUR B et **ITCAINA X**, "Economie sociale et solidaire et territoires : un couple allant de soi ? », *RECMA – Revue internationale de l'économie sociale,* 2012, n°325, p. 48-64.

PERNOT J.M., *Syndicats. Lendemains de crise ?,* Gallimard, 2005.

PIGENET Michel et TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, Paris, La découverte, 2012, 800p.

PINSOLLE Dominique, « *Le Matin*, les affaires et la politique (1884-1897) », *Le Mouvement social*, n°232, juillet-septembre 2010, p. 91-107.

PINSOLLE Dominique, *Le Matin (1884-1944). Une presse d'argent et de chantage*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection « Histoire », préface de Christian Delporte, 2012, 354 p.

PINSOLLE Dominique, « Les grèves des abonnés du gaz en France (1892-1914) : des grèves de consommateurs comme les autres ? », revue *TSTTransportes, Servicios y Telecomunicaciones,* Madrid, n°25, décembre 2013, p. 130-148.

POLANYI Karl, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, (1944) 1983.

ROSANVALLON Pierre, *L'Etat en France de 1789 à nos jours,* Paris, Seuil, 1990.

ROSANVALLON Pierre, *La Question syndicale,* Paris, Hachette Littératures, 1998.

ROSANVALLON Pierre, *Le Peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France,* Paris, Gallimard, 1998.

ROSANVALLON Pierre, *La démocratie inachevée, histoire de la souveraineté du peuple en France,* Paris, Gallimard, 2000.

ROSANVALLON Pierre, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours,* Paris, Le Seuil, 2004.

ROWELL J., SAINT-GILLES A.M. (dirs), *La société civile organisée aux XIXe et XXe siècles : perspectives allemandes et françaises,* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010.

RUI S., " La citoyenneté à l'épreuve du débat public. Riverains et maîtres d'ouvrage face à la mise en discussion publique des grands projets d'infrastructure ", *Société française*, 12/13 (62/63), octobre-novembre-décembre 1998, pp. 5-13.

RUI S., « From NIMBY to public debate participation", *in* Giorgi L., Pohoryles R. (eds.), *European Transport Policy and Research : What Future ?,* Aldershot, Ashgate, 2001, pp.193-211.

RUI S.,“ La mise en discussion publique des projets comme expérience ”, *Metropolis*, n°108/109, 2002, pp. 84-87. (avec Ollivier-Trigalo M.)

RUI S., *La démocratie en débat. Les citoyens face à l'action publique*, Armand Colin, collection Sociétales, Paris, 2004.

RUI S., “Transport Policy and Public Involvement. Concertation between Mobilization and Frustration", *Innovation, The European Journal of Social Science Research,* vol. 17, n°2, juin 2004, pp. 129-144.

RUI S., « Les associations face à la participation institutionnalisée. Les ressorts d'une adhésion distanciée. », *Espaces et Sociétés*, n°123, 4/2005, pp. 21-36 (avec Villechaise-Dupont A.)

RUI S., « Les citoyens impertinents. Débat public, conflit et mésentente », *in* Fourniau, Lepage, Simard, Gariépy et Gauthier (dir.)*, Le débat public en apprentissage. Regards croisés sur les expériences françaises et québécoises,* L'Harmattan, collection Villes et entreprise, Paris-Montréal, 2005

RUI S., « Débat public et grands projets. La performance délibérative en question », *Rapport annuel du Conseil d'Analyse Stratégique*, La Documentation française, 2007.

RUI S., « Ressorts et incidences de l'autorité du garant sur les débats publics. Des commissions Bianco à la CNDP », in M. Revel *et alii.* (dir.), *L'institution du débat public. Etat des lieux et perspectives de recherche*, Paris, La Découverte, 2007

RUI S., « Des partis politiques entre discrétion et discrédit. Réflexions sur le fait partisan dans les débats publics relatifs aux grands projets d'aménagement », in A. Roger et R. Lefebvre (dir.), *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

RUI S., « Quand l'individu (se) débat avec le citoyen. Langages de l'engagement et effets de la participation institutionnalisée », in M. Carrel, J. Ion, C. Neveu (dir.), *Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 2009

RUI S., «Le débat impensable ? L'enfouissement des déchets radioactifs au risque de la démocratie », in Castagna B., Gallais S., Ricaud P., Roy J.-P., *La situation délibérative dans le débat public*, Collection Perspectives « Villes et territoires », n°11, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2004 (avec Stéphane Chataignier et Sandrine Pierlot - GRETS-EDF)

RUI S., Entrée « Débat public », in R. Pasquier, S. Guigner, A. Cole (dir.), *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Science Po, 2011.

SPECTOR Céline, *Au prisme de Rousseau. Usages contemporains du rousseauisme politique,* Oxford, Voltaire Foundation, 2011.

SPECTOR Céline, *Le pouvoir : anthologie de textes philosophiques*, Paris, GF Flammarion, corpus, 1997

SPECTOR Céline, *Montesquieu. Pouvoirs, richesses et sociétés,* Paris, PUF, 2004 (rééd. Paris, Hermann, 2011.

TARTAKOWSKI Danielle et TETARD Françoise (dir.), *Syndicats et associations : concurrence ou complémentarité*, P.U.R. Rennes, novembre 2006,

TARTAKOWSKY Danielle Tartakowsky (dir. avec Michel Pigenet), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, La Découverte, 2012.

TISSOT Laurent, Industrie touristique, Tourist Industry Construction d'une industrie touristique aux 19e et 20e siècles. Perspectives internationales. Development of a Tourist Industry in the 19th and 20th Centuries. International Perspectives, Neuchâtel, Editions Alphil, 2000

TOPALOV C. (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle, la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914,* Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999.

TRENTMANN F. (ed.), *Paradoxes of Civil Society. New Perspectivres on Modern German and British History,* Oxford et New York, Berghahn Books, 2000.

TROUVE M., « Solidarités et réseaux hispano-allemands. Le cas des relations entre le SPD et le PSOE », in Elvert (Jürgen), Schirmann (Sylvain), eds., *Zeiten im Wandel : Deustchland im Europa des 20. Jh. Kontinuität, Entwicklungen und Brüche*, Bruxelles, Peter Lang, 2008, p. 141-158.

TROUVE M., *L'Espagne et l'Europe. De la dictature de Franco à l'Union européenne*, Bruxelles, coll. « Euroclio », Peter Lang, 2008, 522 pages.

TROUVE M., « De l'enthousiasme à la banalisation : l'opinion publique espagnole et l'Europe (1975-2005) », in Affinito, Michele, Migani, Guia, Wenkel, Christian (dir.), *Les deux Europes. Actes du IIIe colloque international RICHIE*, Bruxelles, coll. « Euroclio », Peter Lang, 2009, p. 165-180.

VARSORI A. ed, *Il Comitato E*conomico e Sociale *nella costruzione europea,* Marsilio Editori, Venezia, 2000, 304 p.

VARSORI A. ed, *Towards a history of vocational education and training (VET) in Europe in a comparative perspective*, Luxembourg, CEDEFOP, Office for Official Publications of the European Communities, 2004, 110 p.

VARSORI A., "At the Origins of the European Structural Policy: The Community's Social and Regional policies from the late 1960s to the mid-1970s", in J. van der Harst (ed.), *Beyond the Customs Union: The European Community's Quest for Deepening, Widening and Completion 1969-1975*, Bruxelles/Baden-Baden, Bruylant/Nomos, 2007, pp. 223-250.

VARSORI A.,"Development of European Social Policy", in W. Loth (ed.), *Experiencing Europe. 50 Years of European Construction 1957-2007*, Baden-Baden, Nomos, 2009, pp. 169-192.

VARSORI A. and KAISER Wolfram (eds), *European Union History Themes and Debates*, Basingstoke, Palgrave/Macmillan, 2010.

WALZER Michael (ed.), *Towards a Global Civil Society,* Oxford, Berghahn Books, 1995.